

Il ne s'agit pas de reléguer les élèves les plus faibles dans des filières dévaluées mais au contraire de donner des armes à tous pour affronter le marché du travail.

Sous la poubelle, la classe

par JEAN-LUC MELENCHON

Ami des dialogues fracassants sans lesquels il n'y a pas de démocratie vivante, je dois pourtant refuser la controverse proposée par François Dubet dans ces colonnes (lire «*Le collège pour tous en péril*» dans *Libération* du 6 juin). En effet, je suis d'accord avec lui. Et sur un point par-dessus tout que je pense être au centre de son point de vue comme du mien: le dégoût que soulève chez l'homme de gauche, le mépris de classe dont sont entourés l'intelligence concrète et le savoir-faire technique. Je passe donc par profits et pertes, sans rancune, le portrait du social-traitre qui a été fait de moi. Je montre patte blanche: je n'ai jamais proposé d'ouvrir des 4^e et 3^e techno dans les collèges. Elles existaient. François Bayrou a décidé de les fermer. C'est quasiment fait aujourd'hui. Je demande par contre qu'on cesse de les supprimer en lycée professionnel. S'y inscrivent librement des élèves qui ont ensuite un taux de réussite au bac pro parfois supérieur à celui constaté pour

Je suis écoeuré de voir la masse des fils d'ouvriers, d'employés et de chômeurs fournir l'essentiel des bataillons quittant l'école sans diplôme.

nombre d'autres classes de la seule noblesse d'école que reconnaissent certains: la voie générale! J'apprécierais donc pour les élèves qui s'y trouvent, les enseignants et les personnels qui les font réussir, qu'on leur épargne les stigmatisations consistant à les qualifier de «classes poubelles».

Je dois poser ces questions. Il y va de l'intérêt du pays. Pouvons-nous supporter, alors qu'éclatent des pénuries de main d'œuvre qualifiée dans des dizaines de métiers, que nos lycées professionnels connaissent une hémorragie des effectifs? Est-ce un hasard que les deux tiers de la baisse démographique dans l'ensemble du secondaire se produisent dans la voie professionnelle? Puis-je ignorer que dans le même temps fleurissent les officines privées qui font payer les mêmes qualifications que celles que réalise mieux et gratuitement le service public? Je suis obligé de poser ces questions parce qu'il y va de l'intérêt du pays, du bon usage de ses deniers publics et de l'occasion manquée pour des centaines de milliers de jeunes. Je le fais comme membre du gouvernement de Lionel Jospin qui a réussi à faire décoller la croissance et l'emploi et n'en juge pas comme d'une fin en soi mais

comme du moyen de résoudre les problèmes que connaît notre société sous les coups du libéralisme dominant dans l'économie globale. De plus, pour moi, la vague de l'emploi ne doit pas contourner les poches de relégation que sont nos ghettos. Au contraire, pour les briser, il faut casser le déterminisme social qui veut que la nouvelle génération connaisse la discrimination qui a pesé sur la précédente. L'offre d'emploi nouvelle doit recruter aussi par là, sinon les pénuries de main d'œuvre seront soldées par de nouvelles vagues d'immigration aussi cruelles que les précédentes.

Quelques cris du cœur me gonflent encore les joues. Je suis écoeuré de voir la masse des fils d'ouvriers, d'employés et de chômeurs fournir l'essentiel des bataillons quittant l'école sans diplôme. C'est au point que je me demande si on ne les contraint pas plutôt à un dressage: la résignation en vue de leur soumission attendue dans le futur. Je suis stupéfait de l'indifférence qui entoure la vie que mènent ces milliers de jeunes, jusqu'à 50% des effectifs d'une classe, qui travaillent le soir ou les samedis et dimanches pour payer leurs études. Je suis ulcéré du mépris de classe qui les entoure et qui accable leurs enseignants et les établissements qu'ils font vivre.

Les principes qui guident mon action visent donc plusieurs registres. D'abord culturel. Je proteste contre la hiérarchisation des formes d'intelligence chaque fois que je la détecte. Je sais qu'elle sera toujours socialement connotée. L'intelligence concrète réclamée par les ordres d'enseignement dont je suis responsable n'est pas donnée à tous. Ceux qui en sont heureusement dotés doivent pouvoir les voir s'épanouir. Notre système d'éducation doit les détecter et de les valoriser. Pour que les voies professionnelles et technologiques soient socialement performantes, il faut les rendre aussi fluides que la voie dite générale. Autrement dit: chacun de ceux qui s'y engagent doit pouvoir aller aussi loin dans les études que ses talents le lui permettent. Plus un BEP sans bac pro! Plus un bac pro sans passerelle vers l'enseignement supérieur (BTS, DUT, DUP, licence pro). Ainsi, chaque parent saura que le «mauvais» élève, montré du doigt hier, peut être le «très bon» d'une voie où l'on peut s'élever sans cesse. Je souhaite donc que dès l'âge de quinze ans, un an avant la fin de l'obligation scolaire, moment décisif où se joue l'évaporation vers l'emploi ou les dispositifs de repêchage social, chaque jeune puisse bénéficier d'un entretien d'évaluation approfondi, pour se repérer dans les parcours scolaires possibles. Car l'illisibilité du système

ne gêne guère les classes supérieures. Elles ont le plus souvent des projets construits pour leurs enfants. Par contre, elle est un terrible agent de discrimination pour tous ceux qui n'avanceront jamais à défaut de savoir la carte du territoire de leur avenir.

Pour finir, un mot qui me séparera sans doute des conclusions de François Dubet. Mon projet n'est pas de proposer à chacun de «sortir de sa classe sociale». Ce serait une autre façon de nier la réalité et l'utilité de la classe sociale la plus nombreuse de ce pays (60% de la population active!). Le triomphe du virtuel ne nous émancipera jamais du réel. Il faudra toujours produire, construire, échanger. Que pèsent aujourd'hui les sonnettes sur «la fin du travail» en face

des 50 000 informaticiens manquants sur le marché du travail, des 100 000 employés attendus dans le bâtiment, des milliers d'électriciens, couvreurs, chimistes que l'on recherche en vain? Mon engagement politique veut que chacun puisse sortir de sa condition sociale. Collectivement par les progrès sociaux et de civilisation. Individuellement par l'émancipation intellectuelle. Le reste est fait d'aptitude au bonheur que chacun peut cultiver à tout âge, quelle que soit sa classe sociale, dans une hiérarchie de succès qui elle, ne renvoie qu'à la seule qualité du cœur ●

Jean-Luc Mélenchon est ministre délégué à l'Enseignement professionnel.